



Conseil de sécurité

Distr. générale
4 mars 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 26 février 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Kirghizistan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 25 février 2002, adressée au Président du Comité
créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent du Kirghizistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport du Gouvernement de la République kirghize concernant sa position à l'égard du terrorisme et les mesures de lutte antiterroriste qu'il a prises, présenté en application de la résolution 1373 (2001) du 28 septembre 2001 (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Kamil **Baialinov**

Pièce jointe

[Original : russe]

**Rapport présenté par la République kirghize au Comité
contre le terrorisme en application du paragraphe 6
de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité****I. Introduction**

La République kirghize condamne le terrorisme sous toutes ses formes. Le terrorisme est une menace à la paix et à la sécurité internationales.

La République kirghize n'a pas attendu les actes terroristes commis le 11 septembre 2001 pour comprendre la nécessité de lutter contre le terrorisme international. L'un des grands dangers que connaît la région d'Asie centrale est l'instabilité en Afghanistan. Le mouvement taliban est accusé de fondamentalisme islamiste, de terrorisme international et de trafic de drogues, et il est reproché en outre à l'Afghanistan de soutenir les guérilleros dans les pays voisins d'Asie centrale, en particulier ceux du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui en 1999 et 2000 ont tenté de parvenir jusqu'aux frontières méridionales du Kirghizistan pour créer un État islamique sur le territoire de la vallée de Ferghana.

C'est bien le Kirghizistan qui ces deux dernières années a fait office de tampon de sécurité pour les pays d'Asie centrale, protégeant au prix de la vie de ses soldats non seulement ses propres frontières, mais aussi la stabilité des autres pays de la région, ce qui montre bien que la stabilité des autres pays d'Asie centrale dépend dans une large mesure de la sécurité du Kirghizistan.

Le Gouvernement kirghize a condamné sans réserve les barbares actes de terrorisme commis le 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique, qui ont fait un grand nombre de victimes innocentes et d'énormes dégâts matériels. Le Kirghizistan a déclaré condamner ces actes résolument et sans réserve, et s'est dit déterminé à prendre des mesures et à agir concrètement, comme il est indispensable, aux échelons national, régional et international, pour lutter contre ce fléau. Le Kirghizistan a ensuite pris des mesures concrètes pour participer à la Coalition antiterroriste selon des modalités adaptées à ses intérêts nationaux et à ceux de ses alliés de la région et de la Communauté d'États indépendants (CEI).

Le Gouvernement kirghize a décidé d'accepter le déploiement sur son territoire de forces de la Coalition antiterroriste participant à l'opération « Liberté immuable ».

Le Gouvernement kirghize considère comme il l'a toujours fait que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle moteur dans l'action mondiale de lutte contre le terrorisme international. Aussi a-t-il salué l'adoption par le Conseil de sécurité, le 28 septembre 2001, de la résolution 1373 (2001), et donne-t-il une importance de tout premier plan à son application.

Le présent rapport a été établi compte tenu des directives visant la présentation des rapports répondant au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001), et procède du travail coordonné des services gouvernementaux chargés d'élaborer, de réaliser et de

contrôler l'application des mesures nationales de lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes.

La République kirghize présente donc ci-après des renseignements sur son action et sur les mesures qu'elle a prises ou prévoit de prendre, ainsi que sur le cadre juridique de la lutte contre le terrorisme conformément aux obligations assumées par tous les États Membres de l'Organisation, exposées aux paragraphes 1, 2 et 3 de la résolution 1373 (2001). Des renseignements complémentaires sont en outre communiqués dans la dernière partie du rapport.

II. Application

Paragraphe 1 du dispositif

Alinéas a) et d) du paragraphe 1 – Mesures prises par le Kirghizistan pour prévenir et réprimer le financement d'actes de terrorisme :

Conformément au paragraphe 3 de l'article 12 de la Constitution de la République kirghize, les instruments internationaux ratifiés et les autres normes du droit international forment un élément constitutif et directement applicable de la législation de la République kirghize.

Le Kirghizistan est membre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, au sein de laquelle a été élaboré le projet d'une Convention de Shanghai pour la lutte conjointe contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, approuvé par décision No 177 du Président de la République kirghize en date du 6 juin 2001. Cette convention prévoit notamment l'adoption de mesures pour la prévention, la détection et la répression du financement, de la fourniture d'armes et de munitions aux entités ou personnes impliquées d'une manière ou d'une autre dans des actes de terrorisme.

En outre, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la République d'Ouzbékistan et la République du Tadjikistan ont conclu le 12 avril 2000 un Traité relatif aux mesures communes de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, la criminalité transnationale organisée et autres menaces à la stabilité et à la sécurité, qui prévoit également la réalisation d'un train de mesures de lutte contre le financement d'actes de terrorisme.

La République kirghize a ratifié le Traité de coopération entre les États membres de la CEI pour la lutte contre le terrorisme, en date du 4 juin 1999, qui prévoit l'échange d'informations entre organes compétents de ces États sur les questions présentant un intérêt mutuel, notamment sur les filières, avérées et suspectées, de financement et de livraison illégale sur leurs territoires respectifs d'armes et d'autres moyens susceptibles de servir à des actes de terrorisme. Ayant reçu des informations de ce type, les organes compétents prendront les mesures voulues.

Les gouvernements des États membres de la CEI ont conclu le 12 avril 1996 un accord sur la coopération pour la lutte contre la criminalité économique, qui prévoit des mesures de lutte contre le blanchiment des revenus tirés d'une activité criminelle. Les parties s'engageaient à coopérer dans le respect de la législation et

des obligations internationales de chacune d'entre elles. Les dispositions de cet accord sont applicables dans certains cas au financement d'actes de terrorisme.

Un projet de loi actuellement en passe d'être adopté au Kirghizistan vise la lutte contre la légalisation (le blanchiment) de revenus tirés d'une activité criminelle (il a été élaboré par la Banque nationale de la République kirghize).

On relève notamment dans cette loi des dispositions interdisant l'utilisation du système financier du pays pour la légalisation (le blanchiment) de tous revenus obtenus par des moyens illicites, qui peuvent dans certains cas être applicables aussi au financement d'organisations terroristes et extrémistes. Les services du Procureur général de la République kirghize ont concouru à l'élaboration du projet de loi par des propositions et des observations. Le projet est actuellement devant le Gouvernement.

De plus, en attendant que ce projet de loi soit adopté et entre en vigueur, on a élaboré un projet de décret présidentiel visant à empêcher que le système financier de la République kirghize puisse être utilisé pour légaliser (blanchir) des capitaux obtenus par des moyens illicites et à empêcher le financement du terrorisme. Les services du Procureur général ont mis au point en novembre 2001 des propositions concertées pour ce projet de décret.

Le projet de décret prévoit le contrôle obligatoire des opérations sur les avoirs en espèces et sur d'autres avoirs – le but étant d'empêcher le financement du terrorisme, précise les modalités selon lesquelles sont exigés et présentés les renseignements et les pièces permettant de mettre en évidence des opérations de légalisation (blanchiment) d'avoirs obtenus par des moyens criminels, prévoit la mise en place d'un système efficace de défense contre les opérations liées au blanchiment de l'argent sale, les modalités de communication d'informations sur les opérations soumises au contrôle obligatoire, et comporte d'autres dispositions qui, conjuguées à la loi sur les mesures empêchant la légalisation (blanchiment) de revenus obtenus par des moyens illicites, constituent un mécanisme efficace de prévention du blanchiment de l'argent sale et du financement de formations terroristes en République kirghize et au-delà de ses frontières.

Alinéa b) – Constitution en infraction pénale de la fourniture ou de la collecte délibérée de fonds destinés à financer des actes de terrorisme :

Les dispositions du Code pénal de la République kirghize qui visent le blanchiment de l'argent (art. 183 du Code pénal, « De la légalisation d'avoirs en espèces ou d'autres avoirs acquis par des moyens illicites ») peuvent dans un petit nombre de cas être appliquées dès maintenant pour empêcher le financement d'actes de terrorisme.

De plus, conformément à la loi sur les banques et l'activité bancaire, la Banque nationale de la République kirghize est habilitée à exercer un contrôle bancaire, y compris durant la période d'instruction d'une affaire de blanchiment de l'argent; par son intermédiaire, on peut geler des avoirs dont on soupçonne qu'ils appartiennent à des organisations terroristes.

La Banque nationale, dans l'exercice de ses attributions de régulation des activités bancaires, est donc habilitée à prendre les mesures ci-après :

- Vérifier l'activité des banques, de leurs filiales et succursales, ou charger de ces vérifications des vérificateurs indépendants ou des cabinets-conseils d'audit;
- Prendre les mesures préventives et imposer les sanctions prévues par la législation bancaire;
- Suspendre ou interdire la réalisation de telle ou telle opération bancaire;
- Suspendre ou révoquer l'agrément des banques;
- Entamer une procédure de liquidation en cas d'insolvabilité d'une banque, conformément à la législation sur les faillites.

La législation de la République kirghize prévoit également des restrictions pour certains types d'opérations bancaires (loi sur les banques et l'activité bancaire).

Ainsi, la Banque nationale est habilitée à suspendre ou restreindre certains types d'opérations bancaires si elle met en évidence, dans l'activité d'une banque, d'une de ses succursales ou filiales, ou d'une société de holding bancaire des infractions du type suivant :

1. Participation de la banque à des pratiques de gestion risquées ou malsaines, ou raisons suffisantes, pour la Banque nationale, de présumer que la banque visée peut être impliquée dans ce genre de pratiques;

2. Infraction à la législation bancaire ou à la réglementation économique, ou raisons suffisantes, pour la Banque nationale, de présumer que la banque pourrait à l'avenir enfreindre la législation bancaire, la réglementation émanant de la Banque nationale ou ses directives.

La législation nationale (en particulier le Régime temporaire de révocation de l'agrément bancaire et de liquidation des banques en République kirghize, approuvé par décision de la Direction de la Banque nationale de la République kirghize du 25 février 1997, No 5/7) prévoit que la Banque nationale peut révoquer l'agrément bancaire dans les cas suivants :

- Participation à une activité criminelle ou complicité;
- Réalisation d'opérations interdites par la législation en vigueur;
- Non-conformité aux dispositions de la législation bancaire.

Ces dispositions de la législation nationale permettent de geler des avoirs dont on soupçonne qu'ils pourraient appartenir à des terroristes, de suspendre ou de révoquer l'agrément de banques impliquées dans ce type d'activité illégale, de suspendre les activités de banques utilisant des avoirs en espèces obtenus par des moyens illicites, ou les utilisant pour financer le terrorisme.

Afin d'empêcher que le système bancaire de la République kirghize serve au financement du terrorisme international, la Banque nationale a pris un certain nombre de mesures :

1. Le 16 octobre 2001, le Président de la Banque nationale, U. Sarabanov, a tenu une réunion avec les dirigeants des banques commerciales du Kirghizistan, où leur ont été communiquées des informations sur les risques d'utilisation de comptes bancaires pour le financement d'organisations terroristes, et où il leur a été enjoint de prendre les mesures qui s'imposent pour renforcer le contrôle des opérations

entrant dans les catégories suspectes, dont l'identification a fait l'objet d'instructions;

2. En complément, les listes de terroristes et d'organisations de terrorisme international présentées par l'ambassade des États-Unis d'Amérique en République kirghize ont été transmises aux banques commerciales;

3. La Banque nationale a procédé du 22 au 26 octobre 2001 à des contrôles spéciaux (ponctuels) dans toutes les banques commerciales, dans le but de mettre en évidence les comptes bancaires des personnes et des organisations terroristes figurant sur les listes susmentionnées;

4. Pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale, la Banque nationale a mis au point un projet de loi sur les mesures destinées à empêcher la légalisation (le blanchiment) de revenus acquis par des moyens illicites, actuellement examiné par le Gouvernement de la République kirghize.

Paragraphe 2 du dispositif

Alinéa a) – Dispositions législatives interdisant le recrutement de membres de groupes terroristes et l'approvisionnement en armes des terroristes :

Conformément à la législation pénale en vigueur, le recrutement, qui est un crime s'il a pour but de faire participer les personnes recrutées à la commission d'actes délictueux, est passible d'une peine de privation de liberté d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans; lorsque l'acte commis a porté atteinte à la vie et à la santé de la victime, la durée de cette peine peut aller jusqu'à 10 ans. Le terrorisme est défini dans le Code pénal de la République kirghize comme « attentat à l'explosif, incendie volontaire ou autre acte risquant d'entraîner la mort, des dégâts matériels importants ou d'autres dangers pour la société, si ces actes sont commis dans le but de troubler la sécurité publique, de terroriser la population ou de peser sur les décisions des autorités; la menace de commettre ces actes dans le même but entre également dans la définition du terrorisme ».

En vertu de la législation pénale en vigueur dans la République kirghize, les délits ci-après sont poursuivis et réprimés au pénal : le terrorisme (art. 226 du Code pénal), le recrutement de mercenaires (art. 375), l'organisation d'une formation armée illégale ou la participation à une telle formation (art. 229), l'association de malfaiteurs (art. 231), l'acquisition, la transmission, la vente, le recel, le transport ou le port illégaux d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'engins explosifs (art. 241), la fabrication illégale d'armes (art. 242), le vol ou l'extorsion d'armes à feu, de munitions et d'explosifs (art. 245).

En vertu de l'article 375 du Code pénal, « le recrutement, l'entraînement, le financement ou l'entretien de mercenaires, ainsi que l'utilisation de mercenaires dans un conflit armé ou dans des actions militaires » sont passibles de privation de liberté d'une durée pouvant aller jusqu'à huit ans. Les mêmes actes, commis par une personne tirant parti de sa position professionnelle ou commis à l'égard d'un mineur, sont passibles de privation de liberté d'une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans, avec confiscation des biens.

La constitution illégale ou le commandement d'une formation, d'un groupement, d'un détachement, d'une bande ou autre groupe armé, ou la

participation à une telle formation, sont passibles de privation de liberté d'une durée pouvant aller jusqu'à sept ans (art. 229 du Code pénal).

L'association de malfaiteurs dans le but de commettre des délits graves ou extrêmement graves, le fait d'en être le chef ou celui d'une de ses subdivisions, la constitution d'une association d'organiseurs, de chefs ou autres représentants de groupes, en vue d'élaborer des plans et des modalités pour des délits graves ou extrêmement graves, sont passibles de privation de liberté d'une durée de 10 à 15 ans (art. 231 du Code pénal).

« L'acquisition, la transmission, la vente, le recel, le transport ou le port illégaux d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'engins explosifs » font l'objet de poursuites pénales et sont passibles de détention pouvant aller jusqu'à six mois ou de privation de liberté pouvant aller jusqu'à trois ans, et d'une amende représentant de 200 à 500 fois le salaire mensuel minimum. Les mêmes actes, commis à la suite d'un complot ou répétés, sont passibles de privation de liberté d'une durée allant de deux à six ans. Commis par un groupe organisé, ces actes sont passibles de privation de liberté d'une durée allant de trois à huit ans.

En outre, la loi sur les armes restreint la circulation des armes civiles et des armes réglementaires.

Sont interdits en particulier sur le territoire de la République kirghize :

1. Le commerce des armes civiles et des armes réglementaires des types suivants :

- Armes à feu à magasin d'une contenance supérieure à 10 cartouches, dont le canon, ou le canon et la chambre, ont une longueur inférieure à 500 mm, la longueur totale de ces armes étant inférieure à 800 mm, ou dont la construction permet de les raccourcir à moins de 800 mm sans que cela empêche de tirer;
- Armes à feu d'une forme imitant la forme d'autres objets;
- Armes à feu à canon lisse, modifiées pour l'utilisation de cartouches destinées à des armes à canon scié;
- Massues, casse-têtes, lames de lancement (shuriken), boomerangs et autres objets contondants ou de lancement modifiés pour servir d'armes, à l'exception des projectiles sportifs;
- Cartouches à balles perforantes, incendiaires, explosives ou traçantes, et cartouches à plomb pour pistolets et revolvers à gaz ou à air comprimé;
- Armes et autres objets dont l'effet paralysant est causé par les rayonnements ionisants ou des facteurs biologiques;
- Armes à gaz chargées de substances neurotoxiques ou toxiques, ou d'autres substances dont l'usage est interdit par le Ministère de la santé de la République kirghize, armes à gaz susceptibles de causer des atteintes de gravité modérée à la santé d'une personne se trouvant à moins d'un mètre de distance;
- Armes (et leurs munitions) présentant des caractéristiques techniques contraires aux critères de criminalistique du Ministère de l'intérieur de la République kirghize, critères convenus avec le Service de normalisation, de métrologie et de certification du Gouvernement kirghize;

- Armes à feu d'autodéfense sans canon, engins à électrochocs et éclateurs de puissance supérieure aux normes établies par les pouvoirs publics;
- Armes blanches à lame et couteaux dont la lame, d'une longueur supérieure à 90 mm, soit sort automatiquement du manche lorsqu'on presse un bouton ou un levier qui l'immobilise (couteaux à cran d'arrêt), soit sort du manche sous l'effet de la pesanteur ou de la vitesse et s'immobilise automatiquement;

2. La détention et l'utilisation hors des locaux de sport d'armes à feu de sport à canon scié ou d'armes pneumatiques de sport d'une vitesse à la bouche supérieure à 7,5 J et d'un calibre supérieur à 4,5 mm, ainsi que d'armes blanches à lame et de lancer, à l'exception de la détention et de l'utilisation d'arcs et d'arbalètes servant à des travaux scientifiques et de prévention (immobilisation d'animaux par injection);

3. L'installation de silencieux et de lunettes de visée nocturne sur des armes civiles et réglementaires, à l'exception des lunettes de visée de chasse dont l'utilisation est réglementée par le Gouvernement de la République kirghize, et vente d'armes ainsi équipées;

4. L'envoi d'armes;

5. Le port d'armes lors de réunions publiques, de défilés de rue, de manifestations, de piquets de grève et d'autres manifestations publiques de masse;

6. Le port d'armes à feu et d'armes blanches par les particuliers dans un but d'autodéfense, à l'exception des cas où ces armes sont transportées ou transférées;

7. La publicité dans les médias de la République kirghize pour des ventes d'armes et de munitions par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas titulaires d'un permis de fabrication et de vente d'armes;

8. La vente en dehors des magasins spécialisés, sans autorisation écrite des services des affaires intérieures, d'armes et de munitions d'occasion non inscrites au Registre national des armes civiles et réglementaires, et dont le propriétaire n'est pas titulaire d'un permis de détention (ou de détention et de port) d'armes.

En vertu du paragraphe 7 de l'article 9 du Code des douanes de la République kirghize, les services douaniers ont pour principales attributions : de lutter contre les activités de contrebande et les infractions à la réglementation douanière et à la législation fiscale concernant des marchandises franchissant la frontière douanière du pays; d'empêcher le trafic illicite transfrontière de stupéfiants, d'objets du patrimoine artistique, historique et culturel, de biens relevant de la propriété intellectuelle, d'espèces animales et végétales menacées, de leurs parties et dérivés; de concourir à la lutte contre le terrorisme international et d'empêcher dans les aéroports toute ingérence illégale dans les activités de l'aviation civile internationale.

Le Kirghizistan participe également à la coopération internationale pour la lutte contre le trafic illicite d'armes aux échelons international et régional (au sein de la CEI, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et d'autres instances), il participe conformément aux accords qu'il a conclus aux échanges de renseignements et aux opérations spéciales d'élimination et de répression des activités délictueuses d'associations criminelles transnationales qui pratiquent le commerce des armes.

Le Traité conclu entre la République du Kazakhstan, la République kirghize, la République d'Ouzbékistan et la République du Tadjikistan relativement aux mesures communes de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, la criminalité transnationale organisée et autres menaces à la stabilité et à la sécurité prévoit que les signataires prendront conjointement des mesures concrètes garantissant que leur territoire ne soit pas utilisé pour l'implantation de bases terroristes ou de camps d'entraînement, ni pour la préparation ou l'organisation d'actes de terrorisme dirigés contre d'autres États et leurs ressortissants, et empêchant de recruter des personnes devant participer à des activités de terrorisme et autres activités extrémistes, ainsi que d'apporter un soutien matériel à l'activité de telles organisations.

Le 25 août 1999, les participants à la réunion d'Almaty (République populaire de Chine, Fédération de Russie, République du Kazakhstan, République kirghize, et République du Tadjikistan) ont fait une déclaration commune où ils annonçaient leur intention de prendre des mesures pour lutter contre le terrorisme international, la criminalité organisée, le trafic illicite d'armes, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et d'autres types d'activités criminelles internationales, pour empêcher que leur territoire soit utilisé pour organiser des activités portant atteinte à la souveraineté nationale, à la sécurité et à l'ordre public dans l'un quelconque des cinq États participants.

La déclaration de Douchanbé du 5 juillet 2000, signée par les chefs d'État des pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, fait obligation à ces États de lutter contre la contrebande, les infractions à la réglementation douanière et à la législation fiscale visant les produits franchissant les frontières douanières de ces États, de faire cesser le trafic illicite de stupéfiants et d'armes franchissant ces frontières, et de coopérer à la lutte contre le terrorisme international.

Les États membres de la CEI ont élaboré un programme inter-États de mesures conjointes de lutte contre la criminalité pour la période 2000-2003 et un programme pour lutter contre le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme jusqu'en 2003, et ont en conséquence, conjuguant leurs efforts, défini un train de mesures pour lutter contre les groupes criminels transnationaux et empêcher les délits de migration illégale, de contrebande de stupéfiants, d'armes, de munitions et d'explosifs.

La fabrication, la réparation et le commerce des armes et des munitions sont soumis en République kirghize à l'obtention d'un permis délivré selon la loi sur les permis. L'Accord sur le transport de fret spécial et d'articles militaires, du 26 mai 1995, a été ratifié par la loi No 54 du 21 juillet 1997.

Le Kirghizistan participe à la coopération internationale pour le contrôle des livraisons d'armes, notamment dans le cadre de divers projets à l'échelon international et régional; en outre, une coopération bilatérale a été mise en place avec les pays membres de la CEI et les pays d'Asie centrale.

Alinéa b) – Mesures prises pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, mécanismes d'alerte rapide mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États

Le Kirghizistan participe activement et de façon suivie, tant sur le plan interservices (au niveau des structures ministérielles et des services spéciaux,

bilatéralement et multilatéralement) que sur une base internationale multilatérale (Interpol compris), à l'échange d'informations avec d'autres États pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis.

À cette fin, un échange constant d'informations opérationnelles a lieu par l'intermédiaire du Service national de sécurité de la République kirghize avec les services spéciaux d'autres États, sur une base tant bilatérale que multilatérale, entre les États d'Asie centrale et dans le cadre du Centre antiterroriste des États membres de la CEI et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Le 12 avril 1996, les États membres de la CEI ont conclu un accord relatif à l'échange d'informations concernant les questions de surveillance des frontières extérieures sur la base duquel ont été créés des systèmes nationaux d'information et des bases de données unifiées se rapportant aux questions de surveillance des frontières extérieures des États membres de la CEI. Les informations qui font l'objet d'un échange mutuel entre les gardes frontière des États membres de la CEI sont du type suivant :

1. Informations relatives aux conditions de nature à créer des états de crise déstabilisant la situation sur les frontières extérieures des États membres de la Communauté;
2. Informations relatives aux mesures de caractère militaire et économique ou relevant de la politique étrangère ou intérieure prises par des États ne faisant pas partie de la Communauté sur les frontières extérieures et ayant des conséquences pour la sécurité d'autres États de la Communauté;
3. Informations relatives à la préparation (ou à la réalisation) de mouvements à travers les frontières et les territoires des États membres de la Communauté d'armes, de munitions, de substances explosives, radioactives, toxiques et psychotropes, et autres matières et marchandises dont l'importation et l'exportation sont interdites par la législation nationale des États membres de la Communauté et les accords internationaux, et informations relatives aux filières, aux méthodes, aux moyens et aux subterfuges utilisés par les contrebandiers et les migrants illégaux;
4. Informations relatives aux personnes, mêlées au trafic international de drogues, au terrorisme international et autres formes de criminalité internationale, qui vont probablement se présenter aux frontières. Informations relatives aux personnes recherchées par la police qui ont l'intention de franchir clandestinement les frontières entre les territoires d'autres États de la Communauté;
5. Informations relatives aux organisations et groupes dont l'activité transfrontière a pour but d'attiser les conflits internationaux.

En 2001 et 2002, des représentants de la République kirghize ont participé aux travaux des diverses instances internationales consacrés à la lutte contre le terrorisme et à sa prévention, comme suit :

- **À Bichkek (Kirghizistan), les 10 et 11 octobre 2001** – Réunion extraordinaire du Groupe de Bichkek des responsables des services de répression et des services spéciaux des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à laquelle ont été examinées les questions relatives à l'intensification de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme;

- **À Guangzhou (République populaire de Chine), du 12 au 15 novembre 2001** – Conférence régionale des procureurs généraux des pays d'Asie et d'Europe consacrée aux questions relatives à l'intensification de la coopération et au renforcement du rôle du ministère public dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et l'extrémisme.

Ont participé aux travaux de la Conférence des représentants du ministère public de plus de 35 pays, au nombre desquels les pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, les pays membres de la CEI, des pays d'Asie centrale, des pays européens ainsi que des représentants d'organisations internationales – Organisation des Nations Unies et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

- **À Bichkek (Kirghizistan), les 13 et 14 décembre 2001** – Conférence internationale consacrée aux questions relatives au renforcement de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale, au rassemblement de tous les efforts en vue de lutter contre le terrorisme; la Conférence était organisée par le Gouvernement de la République kirghize avec l'appui de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime. Ont participé à la Conférence, les représentants de 50 pays et de 21 organisations internationales.

Au cours de la Conférence ont été examinés des problèmes liés au terrorisme international revêtant la plus grande importance pour l'ensemble du monde : criminalité transnationale organisée, trafic de drogues, activités commerciales clandestines, trafic d'armes et toute une série d'autres menaces qui compromettent la paix et la stabilité de toute la communauté internationale.

- **À Minsk (République du Bélarus), les 29 et 30 janvier 2002** – Réunion commune du Conseil de coordination des procureurs généraux, du Conseil des ministres de l'intérieur, du Conseil des directeurs des organes de sécurité et des services spéciaux, du Conseil du commandement des gardes frontière et du Conseil des directeurs des services douaniers des États membres de la CEI, à laquelle ont été examinées les questions relatives à l'amélioration de la coopération en matière de lutte contre la criminalité, le terrorisme et le trafic de drogues.

Au cours des réunions susmentionnées, ont été signées des déclarations communes et des accords (bilatéraux et multilatéraux) concernant le renforcement de la coopération entre les services spéciaux, l'échange régulier d'informations relatives aux organisations criminelles à tendance terroriste et extrémiste et la prévention du terrorisme.

À la coopération internationale et à l'échange d'informations s'ajoutent **toute une série de dispositions qui, dans la législation kirghize, régissent l'action en matière de prévention du terrorisme.**

Le Kirghizistan a adopté et mis en vigueur la **loi relative à la lutte contre le terrorisme**, qui contient toute une série de dispositions visant à prévenir les activités terroristes. Pour détecter ces activités, les organes de la République kirghize chargés de la lutte contre le terrorisme utilisent toutes les forces, moyens, formes et méthodes que la loi met à leur disposition.

Ainsi, sur le territoire de la République kirghize, sont interdits :

- La création, l'enregistrement et le fonctionnement d'associations terroristes;
- Les activités liées à la propagande terroriste;
- L'entrée dans le pays, la sortie du pays et le transit par le territoire de la République kirghize des personnes qui ont participé à des activités terroristes ou sont soupçonnées d'y avoir participé.

En vue de rassembler, d'unifier et d'analyser les informations relatives aux activités terroristes et de prévoir ces dernières ainsi qu'en vue de mettre au point des mesures spéciales scientifiquement fondées pour les combattre, une **banque de données interdépartementale sur les problèmes relatifs à la lutte contre le terrorisme** est actuellement créée dans le cadre du Service national de sécurité de la République kirghize.

Les organes chargés de lutter contre le terrorisme transmettent au Service national de sécurité de la République kirghize tous les éléments d'information dont ils disposent au sujet des activités antiterroristes (art. 7).

Il est institué une récompense pour toute information donnée aux autorités de police ayant permis d'arrêter ou de condamner des personnes ayant participé à des activités terroristes ainsi que de prévenir un acte de terrorisme ou d'empêcher qu'il ne soit commis, toutes mesures étant prises pour que ne soit pas connue l'identité de ceux qui ont fait preuve de collaboration (art. 8).

Des mesures spéciales, fixées par des actes législatifs de la République kirghize, pouvant aller jusqu'à l'élimination des terroristes, sont prises pour mettre fin à des activités terroristes ou empêcher un acte de terrorisme (art. 9).

Le 13 juillet 2001, par décret du Président de la République kirghize, ont été adoptés **les principes régissant la sécurité nationale de la République kirghize**.

Conformément à ces principes, et en vue de prévenir et de neutraliser les risques transnationaux, ont été adoptées les mesures suivantes :

- Création d'une zone de sécurité et de bon voisinage le long des frontières du Kirghizistan sur la base du principe de la sécurité équivalente, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale dans le cadre des frontières existantes;
- Création et élargissement de zones exemptes d'armes de destruction massive quelles qu'elles soient;
- Constitution d'une base indispensable de données juridiques de caractère international et collaboration avec les organisations internationales et les membres de la communauté internationale dans le domaine de la lutte **contre le terrorisme, l'extrémisme et le trafic de drogues de caractère international**;
- Amélioration des systèmes de contrôle de l'immigration, de contrôle aux frontières, de contrôle douanier et de contrôle sanitaire.

Dans notre pays, la prévention du terrorisme est étroitement liée à la **lutte contre l'extrémisme religieux**.

Le ministère public de la République kirghize est chargé d'appliquer les mesures qui ont été prévues pour lutter contre l'extrémisme religieux et empêcher la politisation de l'islam dans le pays.

Les autorités de police ont récemment observé une brusque intensification de l'activité d'organisations religieuses extrémistes, parmi lesquelles la plus active est la « Khizb-out-Takhrir », qui propage le fondamentalisme islamique et réclame l'abolition du régime constitutionnel actuel.

Aujourd'hui, l'influence du mouvement « Khizb-out-Takhrir » gagne du terrain dans un nombre croissant d'agglomérations, non seulement dans le sud mais aussi dans le nord de la République. Des activités de militants de ce mouvement ont déjà été signalées dans les régions de Tchou et de Issyk-Koul. En outre, le mouvement recrute activement des partisans parmi la population kirghize, en particulier auprès des couches sociales moyennes et pauvres.

Le nombre des infractions liées à l'incitation à la haine religieuse augmente d'année en année.

En 1999, dans la seule région d'Och, les autorités de police ont enregistré 11 actes délictueux et engagé des poursuites contre 33 personnes. En 2000, des poursuites ont été engagées contre 63 personnes.

Toutefois, en raison du peu de sévérité des peines, les mesures prises contre l'incitation à la haine religieuse ne sont pas efficaces. Et, en fin de compte, la lutte contre l'extrémisme religieux perd de son efficacité. L'arsenal législatif actuel n'est pas adapté à la situation qui est train de se créer et il est donc impératif de le modifier en profondeur.

C'est pourquoi, en vue d'empêcher que l'extrémisme religieux ne continue à se propager, le Procureur général de la République kirghize a soumis à la présidence de la République des propositions visant à modifier et compléter le Code pénal, qui tendent à renforcer la responsabilité pénale en matière d'infraction liée à l'extrémisme religieux.

En particulier, il est proposé de renforcer la peine prévue à l'article 299 du Code pénal, en supprimant la peine d'amende et d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois comme n'étant pas proportionné à l'acte.

En outre, il a été proposé d'ajouter dans le Code pénal un nouvel article rendant passible de poursuites la formation d'associations interdites, dont la teneur serait la suivante :

« Article 299-1. Associations interdites.

Est punie d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 fois le montant du salaire mensuel ou d'une peine de travaux de rééducation pouvant aller jusqu'à trois ans ou d'une peine privative de liberté de trois ans au plus la formation d'associations interdites ou la participation active à leurs activités ».

Alinéas c) et d) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes et empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États?

Au Kirghizistan, l'octroi de l'asile aux étrangers est régi par la loi relative au statut juridique des étrangers. L'octroi de l'asile est l'apanage du Président de la République kirghize.

Un projet de loi relatif aux réfugiés qu'examine actuellement le Parlement (Jogorkou Kenech) contient une disposition prévoyant les motifs d'interdiction d'entrée sur le territoire national des personnes dont la présence dans le pays risque de mettre en danger la sécurité de l'État, l'ordre public, la santé et les bonnes mœurs de la population et les droits et avantages que la loi reconnaît aux citoyens de la République kirghize.

Toutefois, nul ne peut être renvoyé ou déporté dans une région où il risque d'être exposé à des persécutions pour des motifs de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social ou d'opinion politique ou risque de se trouver menacé de la peine capitale, de torture ou autres formes de traitements inhumains ou dégradants, ou dans une région d'où il risque d'être expulsé.

Conformément à la **loi relative aux migrations extérieures**, l'entrée dans la République kirghize peut être interdite à tout étranger apatride :

- **S'il est membre d'une organisation terroriste;**
- S'il se livre à une activité présentant un danger pour la sécurité de la République kirghize;
- S'il s'agit d'une personne faisant l'objet de poursuites pénales dans la République kirghize;
- S'il a été condamné pour une infraction commise dans la République kirghize.

Tout citoyen étranger ou tout apatride peut faire l'objet d'une mesure **d'expulsion administrative dans les cas suivants** :

- 1) Si son activité risque de porter atteinte à la sécurité de l'État ou de troubler l'ordre public;
- 2) Si cette mesure est indispensable pour la sauvegarde de la santé et des bonnes mœurs de la population, la protection des droits et avantages que la loi reconnaît aux citoyens de la République kirghize et à d'autres personnes;
- 3) S'il a commis plusieurs violations flagrantes de la loi kirghize et qu'il n'y a pas de motif d'engager des poursuites contre lui.

Conformément à la loi relative à la lutte contre le terrorisme mentionnée plus haut, **sont interdits l'entrée dans le pays, la sortie du pays et le transit par le territoire de la République kirghize des personnes qui ont participé à des activités terroristes ou sont soupçonnées d'y avoir participé.**

Alinéa e) – Mesures qui ont été prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes :

Conformément à l'article 13 du Code pénal de la République kirghize, **le terrorisme** (art. 226) **relève de la catégorie des infractions particulièrement graves**, qui sont passibles d'une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à 20 ans.

Conformément au Code pénal kirghize,

1. Sont punis d'une peine privative de liberté de 5 à 10 ans les actes de terrorisme, c'est-à-dire les actes commis par l'effet d'une substance explosive ou d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à entraîner mort d'homme, à causer

des dommages matériels importants ou à avoir d'autres conséquences dangereuses pour la population, si ces actes sont commis dans l'intention de porter atteinte à la sécurité publique, d'intimider la population ou d'influer sur la prise de décisions des organes dirigeants; est punie des mêmes peines la menace de commettre lesdits actes dans la même intention.

2. Sont punis d'une peine privative de liberté de 8 à 15 ans les mêmes actes, s'ils sont commis :

- 1) Par un groupe de personnes qui se sont préalablement entendues à cette fin;
- 2) À plusieurs reprises;
- 3) Avec l'aide d'armes à feu.

3. Sont punis d'une peine privative de liberté de 15 à 20 ans les actes visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article s'ils sont commis par un groupement organisé ou ont entraîné mort d'homme ou toute autre conséquence grave par imprudence.

Remarque : *Toute personne ayant participé à la préparation d'un acte de terrorisme est exempte de poursuites si elle a permis d'éviter que l'acte de terrorisme ne soit commis en ayant averti à temps les autorités ou par tout autre moyen, et sous réserve qu'elle n'ait pas commis d'autres actes constituant une infraction.*

Conformément à l'article 227 du Code pénal :

1. Sont punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans les prises d'otages (enlèvement ou séquestration) commises dans l'intention d'obliger les pouvoirs publics, une organisation internationale ou une personne physique ou morale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque comme condition de libération de l'otage.

2. Lesdits actes sont punis d'un emprisonnement de 8 à 15 ans s'ils sont commis :

- 1) Par un groupe de personnes qui se sont préalablement entendues à cette fin;
- 2) À plusieurs reprises;
- 3) Par un groupement organisé;
- 4) Avec usage de violence mettant en péril la vie ou la santé ou avec menace de mort;
- 5) Avec l'aide d'armes ou d'autres objets utilisés comme armes;
- 6) Contre deux ou plusieurs personnes;
- 7) Contre une personne notoirement mineure;
- 8) Contre une femme dont l'auteur de l'acte sait pertinemment qu'elle est enceinte;
- 9) Pour des motifs crapuleux ou pour un salaire.

3. Sont punis d'une peine privative de liberté de 12 à 20 ans les actes visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article lorsqu'ils sont commis par une association de

malfaiteurs ou ont causé la mort de la victime par imprudence ou gravement porté atteinte à sa santé ou entraîné d'autres conséquences graves.

Remarque : *Toute personne qui libère volontairement un otage est exempte de poursuites, sous réserve qu'elle n'ait pas commis d'autres actes constituant des infractions.*

Conformément à l'article 228 du Code pénal, est puni d'une amende de 50 à 300 fois le montant du salaire mensuel ou de travaux d'intérêt général pour une durée de 180 à 240 heures ou d'un emprisonnement de trois à six mois ou d'une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à trois ans quiconque fait savoir de façon délibérément mensongère que se prépare une explosion, un incendie ou tout autre acte de nature à entraîner mort d'homme ou à causer des dommages matériels importants ou à avoir d'autres conséquences graves.

Conformément à l'article 229 du Code pénal relatif à l'organisation de groupements armés illégaux et à l'appartenance à ces groupes,

1) Est puni d'une peine privative de liberté de deux à sept ans quiconque crée illégalement un groupement armé (association, groupe de combat, milice ou tout autre groupe) ou dirige un tel groupement.

2) Est puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois ou d'une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à cinq ans quiconque fait partie d'un groupement armé.

Remarque : *Toute personne qui quitte délibérément un groupement armé illégal et rend ses armes est exempte de poursuites, sous réserve qu'elle n'ait pas commis d'autres actes constituant des infractions.*

En vue de renforcer la responsabilité pénale en matière de terrorisme, le Procureur général de la République kirghize a soumis à la Présidence de la République des propositions tendant à compléter les dispositions de l'article 226 du Code pénal en ajoutant la peine de mort aux peines qui y sont prévues ainsi qu'en ajoutant la peine complémentaire de confiscation des biens à tous les paragraphes dudit article.

Il est également proposé d'ajouter à l'**article 226 (terrorisme)** du Code pénal un nouveau paragraphe, qui se lit comme suit :

« 4) Est puni d'une peine privative de liberté de 15 à 20 ans et de la confiscation des biens ou de la peine capitale assortie de la confiscation des biens, le **terrorisme technologique**, c'est-à-dire l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires, radiologiques, chimiques ou bactériologiques (biologiques) ou de leurs composants, de micro-organismes pathogènes, de substances radioactives et autres substances dangereuses pour la santé, y compris le fait de s'emparer, de mettre hors d'usage et de détruire des objets nucléaires, chimiques ou autres objets présentant un danger particulier pour le milieu naturel et la technologie, des systèmes d'approvisionnement vitaux des villes et autres localités, si ces actes sont commis dans l'intention de troubler gravement l'ordre public, d'intimider la population, d'influer sur la prise de décisions des organes dirigeants, d'atteindre des buts politiques ou lucratifs ou de toute autre nature, ainsi que la tentative de commettre l'une quelconque des infractions précitées dans les mêmes intentions, le fait de les diriger, de les financer ou d'y participer en qualité d'instigateur, de complice ou de personne

qui favorise l'accomplissement desdites infractions ou tente de les commettre. »

Exemples de condamnations de terroristes

Le procès pénal de R. Abdouline et R. Charipov s'est achevé au milieu de l'année 2001; ces ressortissants étrangers, membres d'organisations terroristes internationales, ont été condamnés à mort pour terrorisme organisé, mercenariat, prise d'otages, appartenance à une organisation criminelle et port illicite d'armes à feu.

Le 11 août 2000, le Procureur du district de Batkensk (région de Batkensk) a ouvert une procédure d'instruction pénale suite à l'infiltration d'organisations criminelles internationales sur le territoire de la République kirghize.

Le 19 août 2000, sur ordonnance conjointe du Procureur général de la République et du Ministre de la sécurité nationale, a été créé un groupe d'enquête composé de procureurs du tribunal militaire de Batkensk et de membres du Ministère de la sécurité nationale.

Le 6 février 2001, la procédure d'instruction s'est achevée et l'affaire R. N. Abdouline et R. R. Charipov a été portée devant les tribunaux.

Les accusés, Rouslan Nourgalievitch Abdouline et Ravchan Rakhimdjanoïtch Charipov, étaient poursuivis en vertu des articles 231, partie 2 (appartenance à une organisation criminelle), 241, partie 3 (acquisition, vente, transfert et port illicites d'armes à feu, de munitions et d'explosifs), 346, partie 2 (passage illicite de la frontière de la République kirghize en groupe organisé), 227, partie 3 (prise d'otages), 97, partie 2 (meurtre avec circonstances aggravantes), 226, partie 3 (terrorisme organisé), 375, partie 2 (mercenariat) du Code pénal de la République kirghize.

Les charges suivantes ont été retenues contre Rouslan Nourgalievitch Abdouline, né le 20 mars 1980 dans le village d'Aznarino (district de Sofokoulevsk, région de Kourgan), dans la Fédération de Russie, d'origine ethnique bachkire, diplômé de l'enseignement secondaire, sans travail, déjà condamné en vertu des articles 131, partie 2, et 207 du Code pénal de la République kirghize, célibataire, ancien résident du village d'Aznarino (district de Sofokoulevsk, région de Kourgan), en Fédération de Russie :

Durant l'été de 1999, alors sans travail, sous l'influence de N. R. Aminev, son aîné, Abdouline s'est mis à la solde du mouvement islamique extrémiste. En septembre 1999, les deux hommes ont été admis à la medressa de la région de Tioumen (Fédération de Russie), où Abdouline a commencé à étudier l'arabe et le Coran; en janvier 2000, il a reçu le nom musulman de « Khamza ».

Il a fait connaissance avec d'autres étudiants de la medressa, « Abdouljabar » et « Abdoulalim », avec qui, en février 2000, il s'est rendu en République du Tadjikistan, dans un camp d'entraînement militaire (pour terroristes).

Dans ce même camp était en formation Ravchan Rakhimdjanoïtch Charipov, né le 2 décembre 1980, originaire de la ville d'Isfar (région de Leninabad), en République du Tadjikistan, d'origine ethnique tadjike, célibataire, diplômé de l'école secondaire, temporairement sans emploi, sans condamnation préalable,

ancien résident d'Isfar; sous l'influence d'un agent de recrutement, un certain « Ali », Charipov s'était lui aussi rallié au mouvement islamique extrémiste.

Les deux hommes ont appris à se servir de diverses armes (mitraillettes, lance-grenades, etc.) et ont été préparés à mener des actions militaires contre les soldats des armées du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et d'autres États.

Le 27 juin 2000, un groupe armé d'environ 25 à 30 hommes, dont Abdouline et Charipov, s'est dirigé à pied vers les montagnes, en direction de la frontière de la République kirghize. Entre le 27 juillet et le 8 août 2000, ledit groupe armé, traversant illégalement la frontière tadjiko-kirghize, a pénétré sur le territoire de la République kirghize. Le 8 août 2000, les membres du groupe se trouvaient déjà au cœur du territoire kirghize.

À proximité du col de Doukonok, sur le territoire du district de Batkensk (région de Batkensk), un éclaireur a prévenu les membres du groupe que des soldats de l'armée kirghize se trouvaient droit sur leur chemin. Les membres du groupe se sont alors cachés dans les bois. Ensuite, le chef du groupe, « Abdrakhman » est parti avec les six hommes les plus expérimentés et les autres sont restés à les attendre.

Après environ deux heures, Abdrakhman et ses hommes sont revenus avec trois soldats de l'armée kirghize (les sergents R. A. Ardjimanov, V. G. Nikitouchkin et K. K. Djalalov) qu'ils avaient capturés.

Par la suite, entre le 8 et le 13 août 2000, les hommes armés, s'étant répartis en petits groupes de huit à 10, ont capturé sept autres soldats du Ministère de la défense de la République kirghize et six touristes étrangers.

Le petit groupe dont faisait partie Charipov, dirigé par un certain « Sobir », a capturé quatre alpinistes américains dont il espérait se servir comme monnaie d'échange.

Tous les soldats de l'armée kirghize qui avaient été faits prisonniers ont été tués, à part le sergent Djalalov, qui a survécu à ses blessures. Les touristes et les alpinistes étrangers ont, par miracle, réussi à s'échapper alors que les troupes de la République kirghize venaient à leur rencontre; celles-ci les ont conduits à leur quartier général, puis ils sont rentrés chez eux.

Peu après, les soldats du Ministère de la défense de la République kirghize ont arrêté Abdouline et Chapiro et les ont remis aux forces de l'ordre de la République.

Au cours de l'instruction, de nombreux éléments sont venus confirmer la culpabilité d'Abdouline et de Chapiro: le fait qu'ils avaient été arrêtés en possession d'armes sur le lieu des combats, leurs aveux en présence de leurs avocats, les conclusions des experts, les dépositions des victimes et témoins, etc.

Le sergent Djalilov, qui avait été capturé par les hommes armés et était par miracle resté en vie, a pu être sauvé car les balles de mitraillette, l'ayant traversé de part en part, n'avaient pas touché d'organes vitaux. C'est lui qui, lors de l'instruction et du procès, a identifié les accusés et a fait une déposition accablante contre eux.

En outre, durant les combats, les troupes du Groupe principal de reconnaissance du Ministère de la défense ont saisi une cassette vidéo sur laquelle étaient enregistrées des images des soldats du camp d'entraînement de Talimgokh et de leur formation aux techniques de combat dans les zones montagneuses. Parmi les

soldats, Abdouline et Charipov apparaissent en gros plan. Les intéressés avaient probablement fait cet enregistrement vidéo pour rendre compte à leurs supérieurs et à leurs commanditaires. L'enregistrement, qui a été montré dans le cadre de la procédure judiciaire, était une autre preuve importante de l'appartenance d'Abdouline et Charipov à une organisation criminelle.

L'affaire a été portée devant les tribunaux.

Par un jugement rendu le 19 juin 2001, le tribunal militaire de Batkensk a reconnu Abdouline et Charipov coupables de tous les chefs d'accusation et les a condamnés à la peine la plus sévère, la peine capitale.

Le 14 novembre 2001, la chambre pénale du tribunal militaire de la République kirghize a confirmé la décision du tribunal de 1re instance.

Les services spéciaux de la Fédération de Russie et de la République du Tadjikistan ont été d'une grande aide dans l'enquête. Ils ont donné une suite efficace à nos demandes d'aide juridique portant sur l'identification des accusés et sur des circonstances importantes pour l'instruction.

En février 1999, des demandes d'extradition concernant I. Akhmetov, détenteur d'un passeport de la République kirghize et Askara Tokhti, Guiounan Akhmeda et Aili Maissoumou, citoyens de la République populaire de Chine, qui étaient impliqués dans des actes de terrorisme perpétrés dans la ville d'Och, en République kirghize (attentats à l'explosif contre un minibus et un immeuble ayant fait plusieurs victimes) ont été transmises au Bureau du Procureur général de la République du Kazakhstan.

Ces demandes d'extradition ont été satisfaites; les intéressés, contre qui le Service des enquêtes du Ministère de la sécurité nationale de la région d'Och a lancé une action pénale pour terrorisme, ont été condamnés à diverses peines d'emprisonnement.

Alinéa f) – Procédures et mécanismes mis en place pour aider les autres États

Le 21 juin 2000, à Moscou, le Conseil des chefs d'État de la CEI a décidé de créer le Centre antiterroriste des États membres de la CEI. Le 14 janvier 2002, une division de ce centre s'est ouverte à Bichkek.

Sur la base de propositions des organes de la CEI, le Conseil des chefs d'État a, en 2000, examiné et adopté un ensemble de projets de documents portant sur des mesures conjointes de lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme international et l'extrémisme sous toutes ses formes, notamment le Programme pour lutter contre le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme jusqu'en 2003.

L'adoption par le Conseil des chefs d'État du Programme inter-États de mesures conjointes de lutte contre la criminalité pour la période 2000-2003 est le point de départ d'une intensification de la coopération dans le domaine de la lutte contre la criminalité, le terrorisme international et l'extrémisme sous toutes ses formes. La République kirghize a adopté un plan national de mise en oeuvre de ce programme.

Sur la proposition du Kirghizistan, un groupe opérationnel permanent chargé des forces collectives d'intervention rapide a été créé à l'échelon régional dans le cadre de l'Accord de sécurité collective des États membres de la CEI. Toujours dans

le cadre de la CEI, un Groupe opérationnel pour l'Asie centrale, créé à l'initiative de notre pays au Centre antiterroriste de la CEI à Bichkek, oeuvre activement à l'établissement dans la capitale kirghize d'une structure régionale de l'Organisation de Shanghai pour la coopération ayant pour fonction de prévenir et de combattre le terrorisme international. Nous sommes déterminés à travailler activement dans le cadre de ces structures et à contribuer dans toute la mesure possible à la lutte contre la menace que constitue le terrorisme.

Depuis 1992, la République kirghize a signé et ratifié quelque 70 instruments juridiques internationaux régissant la coopération et l'entraide juridique aux fins des enquêtes sur le terrorisme et de la répression du terrorisme, tant entre ministères (contacts bilatéraux et multilatéraux) qu'entre États.

Parmi les accords et traités internationaux signés par la République kirghize en 2000-2001, on retiendra notamment les suivants :

- Accord du 14 septembre 2001 sur la coopération entre les États membres de la Communauté économique eurasiennne en matière d'information sur les questions frontalières;
- Déclaration des chefs de gouvernement des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, en date du 14 septembre 2001;
- Décision du 1er décembre 2000 concernant un centre antiterroriste des États membres de la CEI;
- Accord du 27 septembre 2000, entre la République kirghize et la République d'Ouzbékistan, sur la coopération dans les domaines militaire et militaro-technique;
- Déclaration de Douchanbe, signée le 5 juillet 2000 par les chefs d'État de la République du Kazakhstan, de la République populaire de Chine, de la République kirghize, de la Fédération de Russie et de la République du Tadjikistan;
- Décision du 21 juin 2000 concernant la création d'un centre antiterroriste des États membres de la CEI;
- Traité du 21 avril 2000, entre la République du Kazakhstan, la République kirghize, la République du Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan, relatif aux mesures communes de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, la criminalité transnationale organisée et les autres menaces à la stabilité et à la sécurité des parties;
- Déclaration de Bakou, signée le 8 avril 2000 par les chefs d'État des pays turcophones.

Les procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur des accords suivants, qui avaient été ratifiés, ont été achevées :

- Accord régissant le séjour des agents de la force publique sur le territoire des États membres de la CEI et la coopération entre eux (18 janvier 2001);
- Accord de coopération entre les États membres de la CEI en matière de lutte contre le terrorisme (18 janvier 2001).

La République kirghize prend part à des activités de coopération et d'entraide juridique dans le cadre d'Interpol, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de la Communauté d'États indépendants.

Elle participe à des programmes internationaux d'action conjointe contre la criminalité, le terrorisme et l'extrémisme, en particulier le Programme des États membres de la CEI pour lutter contre le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme jusqu'en 2003 et le Programme inter-États de mesures conjointes de lutte contre la criminalité pour la période 2000-2003.

Les principaux aspects de la coopération et de l'entraide juridique entre les États membres de la CEI en matière pénale, des demandes de remise d'éléments de preuve et des réponses à ces demandes sont régies par la Convention sur l'entraide juridique et les relations juridiques en matière civile, familiale et pénale du 22 janvier 1993.

Le Conseil de coordination des procureurs généraux des États membres de la CEI a établi une nouvelle version de la Convention sur l'entraide juridique et les relations juridiques en matière civile, familiale et pénale qui a été soumise au Comité exécutif de la CEI, lequel la présentera, dans les formes, aux chefs d'État des pays de la CEI.

Dans le cadre des accords susmentionnés, les services de répression des pays de la CEI ont, en 2000-2001, mené sur la base d'accords bilatéraux et multilatéraux des opérations spéciales baptisées « Arsenal », « Frontière », « Rafale antiterroriste », « Passager », « Trafic », « Canal », « Étranger », « Caravane », « Frontière-Barrière-2000 », « Migrant », « Clandestin », etc.

Ces opérations avaient pour objet l'adoption de mesures préventives, ainsi que la répression des actes de terrorisme et des activités des organisations criminelles qui se livrent au trafic transnational des armes, de la drogue, des objets présentant une grande valeur culturelle, des métaux précieux, des marchandises soumises à un droit d'accise et des migrants clandestins ou qui commettent des infractions liées au trafic de voitures sur les voies de communication internationales.

Davantage de mesures conjointes ont été prises, au niveau des services de répression régionaux et locaux, pour combattre la criminalité dans les zones frontalières. Les pays de la CEI entretiennent des contacts et coopèrent sur le plan opérationnel en vue de régler les questions relatives à leur sécurité.

En mars-avril 2000, l'état-major de coordination de la coopération militaire entre les États membres de la CEI a organisé un exercice conjoint baptisé « Communauté 2000-Bouclier du Sud » sur le thème de la préparation et de l'exécution d'opérations de liquidation des organisations criminelles en Asie centrale.

La dotation en effectifs et le fonctionnement du Centre antiterroriste des États membres de la CEI ont commencé.

Un projet de règlement concernant les représentants plénipotentiaires des États membres de la CEI au Centre antiterroriste des États membres de la CEI est en train d'être mis au point et négocié. Un projet de règlement régissant les mesures antiterroristes conjointes sur le territoire des États membres de la CEI a été élaboré.

Des travaux sont en cours en vue de la création de bases de données spécialisées et de systèmes d'échange d'informations entre les ministères des affaires étrangères, les services chargés des frontières, les organes de sécurité et les services spéciaux des États membres de la CEI.

Les 21 et 22 mars 2001 s'est tenue au Comité exécutif de la CEI une conférence internationale sur les aspects théoriques et pratiques du développement de la coopération entre les services de répression des États membres de la CEI aux fins de la lutte contre la criminalité, le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme.

Aux fins de l'échange d'informations et de données d'expérience en matière de lutte contre la criminalité et le terrorisme international, les organes compétents de la CEI publient des bulletins intitulés « Pratique des procureurs et enquêteurs », « Coopération en matière frontalière » et « Bulletin d'information des organes de sécurité ».

La coopération s'intensifie sur le plan de la formation des cadres dans les instituts et centres d'enseignement des États membres de la CEI.

Alinéa g) – Contrôles effectués aux frontières pour empêcher les mouvements de terroristes et mesures prises pour empêcher la contrefaçon des documents d'identité et de voyage

Le Kirghizistan règle les problèmes liés à sa sécurité et à sa souveraineté nationales de façon complexe, en s'efforçant de tirer parti au maximum de son appartenance à l'ONU, à l'OSCE, à l'OCE, à l'OMC, au Programme « Partenariat pour la paix », au Traité de sécurité collective de la CEI et à l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 15 de la loi de la République kirghize sur les organes de sécurité nationale de la République, ces organes mènent des activités de renseignement et de contre-renseignement; ils luttent contre les activités de renseignement et les activités subversives des services spéciaux des autres États et organisations, contre le terrorisme, la corruption, la contrebande et le trafic de drogues; ils contribuent à défendre la République kirghize contre les atteintes à son ordre constitutionnel, sa souveraineté et à son intégrité territoriale.

Conformément à l'article 310 du Code sur la responsabilité administrative, quiconque transforme, modifie ou falsifie un document (facture, récépissé, etc.) est passible d'une amende administrative de 10 à 20 fois supérieure au salaire minimum, ou de 20 à 30 fois supérieure au traitement minimum si l'intéressé est fonctionnaire.

La loi No 116 de la République kirghize sur la lutte contre le terrorisme, en date du 21 octobre 1999, établit les fondements structurels et juridiques de la lutte contre le terrorisme et définit les modalités de la coordination des activités des organes chargés de combattre le terrorisme.

Dans le cadre de l'opération antiterroriste « Liberté immuable », la République kirghize mène diverses activités en conjonction avec les États de la coalition antiterroriste. En particulier, par un arrêté du Gouvernement concernant le projet de loi sur la ratification de l'échange de notes entre le Ministère des affaires étrangères de la République kirghize (note du 28 décembre 2001, No 011-22/1702) et l'Ambassadeur de la République française en République kirghize (note du

7 décembre 2001, No 65/MAE) portant création de l'Accord du 28 décembre 2001 entre le Gouvernement de la République kirghize et le Gouvernement de la République française (No 824), le projet de loi en question a été adopté et transmis pour examen du Parlement de la République kirghize (Jogorkou Kenech).

Par un décret du Gouvernement concernant le projet de loi sur la ratification de l'échange de notes entre le Ministère des affaires étrangères de la République kirghize (note du 14 janvier 2002, No 011-22/60) et l'Ambassadeur du Canada en République kirghize (note du 15 décembre 2001, No 419/01) portant création de l'Accord du 16 janvier 2002 entre le Gouvernement de la République kirghize et le Gouvernement du Canada (No 28), le projet de loi en question a lui aussi été adopté et transmis au Parlement pour examen.

Par ailleurs, un échange de notes identique avec l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique vient d'être soumis à la même procédure de ratification par le Parlement de la République kirghize.

Article 3

Alinéas a), b), c) et d) – Voir les renseignements présentés au titre de l'alinéa 2 f)

Plusieurs conventions internationales, telles que la Convention de Shanghai sur la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme du 15 juin 2001 et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre le financement du terrorisme du 9 décembre 1999, sont actuellement examinées par les comités compétents de l'Assemblée législative du Parlement de la République kirghize et seront très prochainement examinées en séance plénière.

Alinéa f) – Lois, procédures et mécanismes mis en place pour veiller à ce que les demandeurs d'asile n'aient pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié

Le projet de loi de la République kirghize sur les réfugiés (dont le Parlement est actuellement saisi) contient des dispositions à ce sujet.

Actuellement, ces questions sont régies par un décret du Gouvernement comprenant des directives relatives à l'adoption de la loi sur la réglementation du séjour de ressortissants étrangers en République kirghize (12 octobre 1998, No 664).

Conformément au règlement provisoire concernant les réfugiés en République kirghize, confirmé par le décret No 340 du Gouvernement, en date du 24 juillet 1996 (fondé sur les décrets No 450 et No 505 du Gouvernement, en date du 17 août 1999 et du 1er septembre 2001), peuvent obtenir le statut de réfugié les personnes qui n'ont pas la nationalité kirghize et sont contraintes de quitter le pays dont elles ont la nationalité car elles risquent (ce risque étant pleinement établi) d'y être victimes de persécutions fondées sur la race, la religion, l'origine ethnique, l'appartenance à un groupe social ou les convictions politiques, et qui ne peuvent ou, du fait du risque qu'elles courent, ne veulent pas rechercher la protection de leur pays, ainsi qu'aux personnes qui, n'ayant pas la nationalité du pays où elles résidaient auparavant et se trouvant en dehors de ce pays pour les raisons évoquées ci-dessus, ne peuvent ou, du fait du risque qu'elles y courent, ne veulent pas y retourner.

Le statut de réfugié n'est pas accordé aux auteurs de crimes contre la paix ou l'humanité, de crimes de guerre ou d'autres crimes graves prémédités n'ayant pas un caractère politique.

Le Département des services de l'immigration du Ministère des affaires étrangères coopère avec le Service de la sécurité nationale, le Ministère de l'intérieur et le Groupe des troupes frontalières de la Fédération de Russie en République kirghize pour déterminer si les demandeurs répondent aux critères pour obtenir le statut de réfugié, effectuer les procédures d'identification et contrôler les renseignements donnés par les demandeurs.

(Voir aussi les renseignements donnés au titre des alinéas c) et d) du paragraphe 2.)

Alinéa g) – Procédures mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié et lois ou procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés

La République kirghize a adhéré à la Convention relative au statut des réfugiés (décrets No 3N241-1 de l'Assemblée législative du Jogorkou Kenech en date du 30 octobre 1995 et No PN255-1 de l'Assemblée des représentants du peuple du Jogorkou Kenech en date du 6 mars 1996) et en a transcrit les dispositions dans sa législation nationale.

Conformément au règlement provisoire sur les réfugiés en République kirghize, les demandes d'asile des personnes à qui le statut de réfugié a été refusé par un autre État partie à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés ne sont pas recevables.

Toute personne est privée de son statut de réfugié par le Département des services de l'immigration du Ministère des affaires étrangères si :

- Elle a sciemment communiqué de faux renseignements afin d'obtenir le statut de réfugié. En pareil cas, le tribunal peut décider de recouvrer auprès d'elle tous les frais d'accueil et de séjour que la République kirghize a pris en charge;
- Les raisons pour lesquelles elle a obtenu le statut de réfugié disparaissent. Dans ce cas, elle ne peut plus renoncer à rechercher la protection du pays dont elle a la nationalité et doit retourner dans ce pays ou, si elle est apatride, dans son pays de résidence.

Selon la législation kirghize, le terrorisme et les actes de terrorisme ne sont pas considérés comme des crimes politiques et relèvent de la catégorie des crimes les plus graves.

Compte tenu des traités et accords relatifs à l'extradition des individus coupables de crimes tels que le terrorisme auxquels elle est partie, la République kirghize n'a jamais refusé d'extrader un individu impliqué dans des actes de terrorisme au motif que ces actes étaient considérés comme ayant un caractère politique.

Ainsi, en mars 1999, les forces de l'ordre de la République kirghize ont arrêté à Bichkek neuf ressortissants de la République d'Ouzbékistan qui avaient participé à des actes de terrorisme à Tachkent en février 1999.

À la demande du Procureur général de la République d'Ouzbékistan, tous ces individus ont été remis aux autorités ouzbèkes, qui les ont traduits en justice et condamnés au pénal pour terrorisme.

III. Renseignements supplémentaires

On trouvera ci-dessous des données statistiques sur les affaires dont les tribunaux de la République kirghize ont connus en 2001 :

- Blanchiment de l'argent ou activités visant à donner une existence légale à d'autres produits du crime (art. 183 du Code pénal) – néant;
- Terrorisme (art. 226 du Code pénal) – néant;
- Prise d'otages (art. 227 du Code pénal) – néant;
- Communication de fausses informations concernant des actes de terrorisme (art. 228 du Code pénal) – néant;
- Constitution d'une faction armée illégale ou appartenance à une telle faction (art. 229 du Code pénal) – 2;
- Fabrication ou réparation illégales d'armes (art. 242 du Code pénal) – 3;
- Vente illégale de stupéfiants (art. 247 du Code pénal) – 454;
- Haute trahison (art. 292 du Code pénal) – néant;
- Attentat contre un représentant de l'État ou une personnalité publique (art. 294 du Code pénal) – néant;
- Agression dirigée contre une personne ou une institution jouissant d'une protection internationale (art. 376 du Code pénal) – néant.

Besoins de la République kirghize

Conformément au point 4 du programme de travail du Comité contre le terrorisme (28 décembre 2001-27 mars 2002), la République kirghize informe le Comité que pour combattre le terrorisme, en particulier pour rendre ses frontières plus sûres et doter ses postes frontières de matériel spécialisé, elle aurait besoin que les États Membres de l'ONU lui fournissent une assistance technique et financière à l'intention de ses organes exécutifs, judiciaires et législatifs.

Le Gouvernement de la République kirghize fournira une liste détaillée de ses besoins à tout État ou un groupe d'États en mesure de lui venir en aide.